

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1985 AU 31 MARS 1986

Ottawa,

juin 1986



MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1985 AU 31 MARS 1986

Ottawa,

juin 1986

## TABLE DES MATIERES

### Page

1	Introduction
1	Rapport statistique
2	Organisation
3	Mise en application
4	Voies officielles et voies officieuses
4	Instructions ministérielles
5	Instrument de délégation
5	Appels au Commissaire à la protection de la vie privée
	Annexe A
	Annexe B

## INTRODUCTION

Le troisième rapport présenté par le ministère des Affaires extérieures concernant l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> avril 1985 au 31 mars 1986.

## RAPPORT STATISTIQUE

- ... 2. Vous trouverez ci-joint (annexe A) le "Rapport sur la Loi sur la protection des renseignements personnels", qui renferme les détails statistiques exigés par la Loi.
3. Le Ministère a reçu quarante-six demandes officielles pendant la période visée, sans compter les trois demandes de l'année précédente qui avaient été reportées; en tout, quarante-deux demandes ont été traitées.
4. Dans le calcul des frais relatifs aux agents et au personnel de soutien qui ont eu un rôle à jouer dans l'application de la Loi, nous avons divisé le traitement annuel de ces employés par 220 pour obtenir le coût journalier. Nous avons ensuite divisé celui-ci par 7 1/2 pour obtenir le coût horaire. Le coût total a été calculé à partir du nombre de jours ouvrables compris dans la période visée (248). Les coûts relatifs au personnel comprennent:
- a) les charges salariales des employés du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, qui ont consacré environ dix pour cent de leur temps à des tâches liées à la protection des renseignements

personnels, et b) les charges salariales d'autres employés du Ministère qui ont participé au traitement des différentes demandes. Le chiffre qui figure dans la case "autres" représente les frais de fonctionnement, la photocopie notamment.

#### ORGANISATION

5. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels coordonne le traitement des demandes adressées au Ministère et veille au respect de la Loi. Les pratiques établies, qui supposent des rapports étroits avec les directions générales concernées et avec les conseillers juridiques, ont continué à fonctionner de façon satisfaisante au cours de la période visée. Avec le temps, le document de contrôle et le registre des demandes se sont révélés des outils de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'opération.

6. Le coordinateur des Affaires extérieures doit aussi effectuer, pour le compte d'autres institutions gouvernementales, des consultations auprès de gouvernements étrangers en ce qui concerne la divulgation de renseignements personnels qui proviennent de ces gouvernements. Le Ministère effectue notamment de nombreuses démarches au nom de la Commission nationale des libérations conditionnelles, du Service correctionnel du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada. Leurs demandes sont acheminées à la

mission concernée, qui tente alors d'obtenir les recommandations du gouvernement étranger.

7. Le coordinateur est chargé de la contribution annuelle du Ministère à la préparation du Répertoire des renseignements personnels, qui renferme des informations destinées au public, notamment une description de l'organisation du Ministère, des détails sur ses programmes et fonctions ainsi qu'une description de tous les fichiers de renseignements personnels et de toutes les catégories de renseignements personnels dont il est responsable.

#### MISE EN APPLICATION

8. Le nombre de demandes est relativement peu élevé. La plupart sont de nature plutôt directe et portent principalement sur des renseignements relatifs aux passeports. Nous n'avons pas éprouvé de difficulté à traiter ces demandes avec l'effectif dont nous disposions.

9. Une salle de consultation ouverte au public a été aménagée dans un endroit adjacent au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Tous les manuels en usage au Ministère, de même que le Répertoire des renseignements personnels et les formules de demandes d'accès à des renseignements personnels, sont à la disposition des requérants.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

10. Par ailleurs, le Ministère continue de répondre aux demandes acheminées par la voie habituelle. Le volume de ces demandes officieuses est généralement égal, sinon supérieur, au nombre de demandes officielles qu'il reçoit.

INSTRUCTIONS MINISTERIELLES

a) Divulgations faites aux termes de l'alinéa 8(2) (e)

11. Le Ministère répond aux demandes légitimes de divulgation de renseignements personnels présentées par des organismes d'enquête autorisés, pourvu que celles-ci soient présentées par écrit et qu'elles satisfassent aux prescriptions énoncées dans les Lignes directrices provisoires du Conseil du Trésor - Loi sur la protection des renseignements personnels, partie III. Au 31 mars 1986, des arrangements concernant la communication des renseignements avaient été pris avec la Gendarmerie royale du Canada, avec Revenu Canada (Impôt), Revenu Canada (Douanes et Accise), le Service canadien du renseignement de sécurité, et la Commission d'enquête sur les criminels du guerre.

b) Fichiers non consultables

12. Le Ministère n'est responsable d'aucun fichier non consultable.

c) Usage et divulgation des renseignements

13. Comme le ministère des Affaires extérieures

n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, l'application du nouveau code régissant l'usage et la divulgation des renseignements personnels n'a pas posé de problème. Tous les fichiers et toutes les catégories de renseignements personnels sont passés en revue deux fois par année, dans le cadre de la contribution du Ministère à la préparation du Bulletin et du Répertoire des renseignements personnels.

#### INSTRUMENT DE DELEGATION

14. Conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a délégué ses pouvoirs à un petit nombre de hauts fonctionnaires du Ministère. Vous trouverez ... à l'annexe B copie de l'instrument de délégation.

#### APPELS AU COMMISSAIRE A LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

15. Durant la période visée, deux plaintes ont été déposées, et le Commissaire à la protection de la vie privée poursuit son enquête dans les deux cas.



Ministère des Affaires extérieures	Période visée par le rapport le 1 avril 1985 - le 31 mars 1986
------------------------------------	--

Statistiques en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Statistiques pendant la période visée par le rapport	46
Statistiques depuis la période précédente	3
TOTAL	49
Statistiques pendant la période visée par le rapport	42
Statistiques traitées	7

II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. Communication totale	18	6. Renseignements insuffisants	
2. Communication partielle	8	7. Abandon	4
3. Aucune communication (exclusion)		8. Document inexistant	10
4. Aucune communication (exemption)		9. Transmission	
5. Traitement Impossible	2	TOTAL	42

III Options invoquées

Art. 21	1	Art. 23 (b)	
Art. 22 (1) (a)	2	Art. 24	
(b)		Art. 25	
(c)		Art. 26	8
(d)		Art. 27	
Art. 23 (a)		Art. 28	

IV Exclusions citées

Art. 69 (1) (a)	
(b)	
Art. 70 (1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

V Délais de traitement

Moins de 30 jours	38
De 30 à 60 jours	4
De 60 à 120 jours	
Plus de 120 jours	
TOTAL	

VI Prorogations des délais

	30 jours au moins	31 jours ou plus
Interruption des opérations		
Consultation	4	
Traduction		
TOTAL		

VII Traduction

Traduction demandée		
Traduction préparée	De l'anglais au français	
	Du français à l'anglais	

VIII Méthodes de consultation

Copies de l'original	26
Examen de l'original	
Copies et examen	

IX Corrections et mentions

Corrections demandées	Corrections effectuées	Mentions annexées
-----------------------	------------------------	-------------------

Financiers (raisons)	
Montant	\$28585
Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 420
TOTAL	\$29005
Années-personnes utilisées (raisons)	
Personnes-personnes (premier décimal)	.7

XI Plaintes déposées auprès du commissaire à la protection de la vie privée

Activité concernant les plaintes	
En suspens depuis la période antérieure	2
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	2
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	
Nbre d'appels reportés	4
Raisons des plaintes	
Utilisation et communication	
Refus de communication	2
Prorogation des délais	
Publication	
Refus de traduction	
Délai de traduction	
Autre	

Plaintes déposées auprès du commissaire à la protection de la vie privée (continu)

Règlement des plaintes	
Plainte non fondée	
En accord avec l'Institution	
Aucune conclusion	
Recommandation acceptée	
Recommandation rejetée	
Nombre de fichiers non consultables	
XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale	
En suspens depuis la période antérieure	
Nombre d'appels reçus pendant la période visée	
Nombre d'appels réglés pendant la période visée	
Nombre d'appels reportés	

The Rt. Hon. Jor Clark, P.C., M.P.  
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Jor Clark, C.P., député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la  
protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 7 novembre 1984.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires extérieures	Tous les articles
2. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
4. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
5. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE le 19 juin 1986

CAI  
EA  
P61  
1985/86  
NOCS

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

PRIVACY ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1985 TO MARCH 31, 1986

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA

MAR 2 1999  
RETURN TO PARLIAMENTARY LIBRARY  
RENDRE À LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Ottawa,

June 1986

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

PRIVACY ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1985 TO MARCH 31, 1986

Ottawa,

June 1986

## INDEX

### Page

- 1 Introduction
- 1 Statistical Report
- 2 Organization of Access to Information  
and Privacy (ATIP) Activities
- 3 ATIP Implementation
- 3 Formal/Informal Interface
- 3 Institutional Policies
- 4 Designation Order
- 5 Appeals to the Privacy Commissioner

Appendix A

Appendix B

## INTRODUCTION

This third Privacy Act report for the Department of External Affairs covers the period from April 1, 1985 to March 31, 1986.

## STATISTICAL REPORT

... 2. The attached Report on the Privacy Act (Appendix A) contains the detailed statistics that are required under the Act.

3. A total of 46 formal privacy requests was received during the reporting period and 3 were brought forward from the prior year; of these requests 42 were completed.

4. In calculating the costs for officers and support staff involved in the implementation of the Act, we have taken the annual salaries of the individuals and divided them by 220 to obtain a daily cost. The daily cost was then divided by 7 1/2 to get the hourly cost. The number of working days during the period under review (248) was used to calculate the total costs. The reported personnel costs represent the salary costs of the personnel of the Access to Information and Privacy Office, who devote approximately ten percent of their time to Privacy-related duties, plus the salary cost of other departmental personnel involved in processing individual requests. The figure listed in the "other" costs column represents operating costs such as photo-copying.

ORGANIZATION OF ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY (ATIP)  
ACTIVITIES

5. The ATIP Office maintains overall control and co-ordination of application processing within the Department so as to ensure adherence to the legislation. The procedures established, which include close liaison with the appropriate program bureaux and legal advisors, have continued to work satisfactorily during the period under review. Such administrative devices as the tracking document and control ledger have become recognized with experience as necessary tools for effective operation.

6. One role peculiar to the External Affairs Co-ordinator involved carrying out consultation on behalf of other government institutions with foreign governments concerning the release of personal information originating from those foreign governments. In particular, the Department acts extensively for the National Parole Board, the Correctional Service of Canada and the Royal Canadian Mounted Police. Their requests are forwarded to the appropriate Canadian mission abroad which seeks the recommendations of the foreign government.

7. The ATIP Co-ordinator is responsible for preparation annually of the Department's contribution to the Personal Information Index, which provides information to the public including a description of the organization of the Department, details of its programs and functions,

and a description of all Personal Information Banks and Classes of Personal Information under its control.

ATIP IMPLEMENTATION

8. Privacy requests to the Department have been relatively small in number and straight-forward in nature, involving passport information in most cases. We have had no difficulty handling these with the available personnel.

9. A reading room has been established in a public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. All current departmental manuals, and the Personal Information Index and Personal Information Request Forms are available for use by applicants.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

10. In addition to formal requests for personal information, the Department continues to respond to informal requests. The volume of such informal requests is generally equal to, if not greater than, the number of formal requests received.

INSTITUTIONAL POLICIES

(a) Disclosures under Section 8(2) (e)

11. The Department will respond to legitimate requests from authorized investigative bodies for disclosures of personal information providing that they are



submitted in writing and meet the requirements specified in the Treasury Board Interim Policy Guide: Access to Information and Privacy Act, Part III. As at March 31, 1986, disclosure arrangements have been entered into with the Royal Canadian Mounted Police, National Revenue (Taxation), National Revenue (Customs and Excise), the Canadian Security Intelligence Service and the Commission of Inquiry on War Criminals.

(b) Exempt Banks

12. The Department does not control any designated exempt banks.

(c) Use and Disclosure

13. As the Department of External Affairs controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the new Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem. All banks and classes of personal information are reviewed twice annually as part of the process of producing departmental contributions to the Personal Information Index and Bulletin.

DESIGNATION ORDER

14. The Secretary of State for External Affairs has delegated his powers as outlined in the Privacy Act to a small number of senior departmental officials. A copy of ... the designation order is attached as Appendix B.

APPEALS TO THE PRIVACY COMMISSIONER

15. During the period under review, 2 appeals were submitted, which are still being investigated by the Privacy Commissioner.

Institution <b>Department of External Affairs</b>	Reporting period <b>Apr. 1/85 - March 31/86</b>
--	--

I Requests under the Privacy Act		II Disposition of requests completed			
Received during reporting period	46	1. All disclosed	18	6. Insufficient information	
Standing from previous period	3	2. Disclosed in part	8	7. Abandoned	4
TOTAL	49	3. Nothing disclosed (excluded)		8. Does not exist	10
Completed during reporting period	42	4. Nothing disclosed (exempt)		9. Transferred	
Carried forward	7	5. Unable to process	2	TOTAL	42

III Exemptions invoked				IV Exclusions cited			
8 (2)		S. 21	1	S. 23 (b)		S. 69 (1) (a)	
9 (1) (a)	2	S. 22 (1) (a)		S. 24		(b)	
(b)		(b)		S. 25		S. 70 (1) (a)	
(c)		(c)		S. 26	8	(b)	
(d)		S. 22 (2)		S. 27		(c)	
20		S. 23 (a)		S. 28		(d)	
						(e)	
						(f)	

V Completion time		VI Extensions			VII Translations			VIII Method of access	
30 days or under	38		30 days or under	31 days or over	Translation requested		Copies given	26	
31 to 60 days	4	Interference with operations			Translation prepared	English to French	Examination		
61 to 120 days		Consultation	4				French to English	Copies and examination	
121 days or over		Translations							
TOTAL		TOTAL							

IX Correction and notation		
Corrections requested	Corrections made	Notation attached

X Complaints		XI Complaints to privacy commissioner		Complaints to privacy commissioner (con't)	
Financial (all reasons)		Complaints activity		Disposition of complaints	
Administrative	\$ 28585	Outstanding from previous period	2	Complaint unjustified	
Administrative (O and M)	\$ 420	Number initiated during period	2	Concurrence with institution	
TOTAL	\$ 29005	Number completed during period		No finding	
Person year utilization (all reasons)		Number carried forward	4	Recommendation accepted	
Person year (decimal format)	7	Reasons for complaints		Recommendation rejected	
		Use and disclosure		Number of new exempt banks	
		Non disclosure	2		
		Extension			
		Publication			
		Denial of translation			
		Time to prepare translation			
		Other			

XII Appeals to Federal Court	
Outstanding from previous period	
Number initiated during period	
Number completed during period	
Number carried forward	

Appendix B

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.  
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C. P., député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated November 7, 1984.

SCHEDULE

<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1. Associate Under-Secretary of State for External Affairs	All sections
2. Deputy Minister for International Trade	All sections
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
4. Co-ordinator for Access to Information and Privacy	All sections
5. Heads of post or missions	Paragraph 8(2) (m)

DATE June 19, 1986